

ACTION URGENTE

UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS REÇOIT DES MENACES DE MORT

À Barranquilla, dans le nord de la Colombie, la défenseure des droits humains Martha Elena Díaz Ospina a reçu les 6, 7 et 8 février des SMS la menaçant de mort. Les messages la taxaient de combattante de la guérilla et la désignaient comme cible militaire.

Le 8 février, **Martha Elena Díaz Ospina**, membre de la section de l'Atlantique du Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE), a reçu une menace de mort par SMS. Le message était le suivant : « Tu as 48 heures [...] pour quitter la ville, tu l'as bien cherché, guérillera. » Elle avait déjà reçu des menaces de mort envoyées du même numéro de téléphone les deux jours précédents, les 6 et 7 février. Les messages la désignaient comme une « cible militaire ». Martha Elena Díaz Ospina est également la fondatrice et la présidente de l'Association des familles unies par une même douleur (AFUSODO), une organisation de proches de victimes d'exécutions extrajudiciaires qui soutient également les mères de personnes ayant été soumises à une disparition forcée par les forces armées.

Le 5 février Martha Elena Díaz Ospina a participé au Comité de prévention et de protection de la table ronde des victimes de Barranquilla, où 80 cas de victimes, défenseurs des droits humains et militants menacés ont été abordés. D'autres membres de la table ronde ont eux aussi été menacés, en particulier au cours de ces deux derniers mois. Les menaces ont été diffusées sur des tracts distribués localement, ou proférées par téléphone ou SMS. Certains messages étaient signés du groupe paramilitaire « Los Rastrojos ».

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité de Martha Elena Díaz Ospina, et exhortez les autorités à lui fournir une protection, dans le strict respect de ses souhaits ;
- demandez aux autorités d'ordonner une enquête complète et impartiale sur les menaces de mort adressées à cette femme, à en rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- rappelez-leur qu'en vertu de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme (ONU, 1998), elles ont l'obligation de protéger les défenseurs des droits humains ;
- demandez-leur de démanteler les groupes paramilitaires et de rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux recommandations formulées à de nombreuses reprises par les Nations unies.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 26 MARS 2014 À :

Président de la République

Señor Juan Manuel Santos
 Presidente de la República, Palacio de
 Nariño, Carrera 8 No.7-26
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : Excmo. Sr.

**Presidente Santos, / Monsieur le
 Président,**

Procureur général

Eduardo Montealegre
 Fiscalía General de la Nación
 Diagonal 22B No. 52-01 (Ciudad Salitre)
 Bloque C Piso 4, Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 570 2000 (lorsque vous
 entendrez le message enregistré,
 composez le 2023)

Formule d'appel : Estimado

**Sr. Fiscal General / Monsieur le
 Procureur général,**

Copies à :

ONG
 MOVICE
 Calle 45 No 20-21
 Bogotá, Colombie

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
 INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS REÇOIT DES MENACES DE MORT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le MOVICE est une vaste coalition d'organisations de la société civile qui milite pour obtenir vérité, justice et réparation au nom des victimes du conflit armé interne qui déchire la Colombie depuis des années. Ses membres ont rassemblé des informations sur de nombreux cas d'homicides et de disparitions forcées perpétrés par les forces de sécurité et les groupes paramilitaires, qu'ils ont rendus publics.

Le conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années a vu les forces de sécurité perpétrer des exécutions extrajudiciaires de façon massive et systématique. Elles s'en servent comme d'une tactique visant à répandre la terreur dans le cadre de leur stratégie anti-insurrectionnelle. Le Bureau du procureur général enquête actuellement sur plus de 2 000 cas d'exécutions extrajudiciaires qui auraient été commises par les forces de sécurité. Celles et ceux qui militent pour obtenir justice dans ces affaires sont fréquemment menacés de mort, et tués dans certains cas, par des membres des forces de sécurité ou des paramilitaires collaborant avec ces forces.

Les forces de sécurité et les groupes paramilitaires assimilent souvent les membres d'organisations de défense des droits humains et de syndicats à des collaborateurs ou des sympathisants de la guérilla, et sont allés jusqu'à menacer, enlever ou tuer certaines personnes. Les groupes de guérilla s'en prennent eux aussi parfois aux défenseurs des droits humains, ciblés par des menaces ou victimes d'assassinat.

Nom : Martha Elena Díaz Ospina

Genre : femme

AU 28/14, AMR 23/007/2014, 12 février 2014